

**Propositions en faveur du développement des PME
et de leur rôle dans la création d'emploi**

**Conférence Annuelle des Entrepreneurs
Ministère de l'Economie et des Finances**

10 décembre 2015

En France, les PME représentent près des deux tiers des emplois et 58% du PIB – et plus les entreprises sont de taille modeste, plus leur impact économique est proportionnellement important en terme de création d'emplois. Ainsi, les microentreprises françaises, celles qui emploient moins de dix personnes, réalisent un peu plus d'un quart de la valeur ajoutée du pays, soit 5 % de plus que la moyenne de l'UE. Il s'agit donc de structures extrêmement dynamiques et productives et pourtant si souvent négligées.

L'entrepreneur est le catalyseur de la création d'emplois. Sa raison d'être réside dans sa capacité à innover, à identifier de nouveaux marchés, à revitaliser des secteurs d'activité déjà existants contribuant ainsi à stimuler la croissance économique.

Les entrepreneurs de la délégation française du G20 YEA (Young Entrepreneur Alliance) à Istanbul représentent la diversité culturelle entrepreneuriale de notre pays, qu'ils s'agissent de TPE, de PME ou d'ETI, de structures locales ou internationales. Tous ont en commun d'être au cœur de la création de valeurs, de l'innovation, de la création d'emplois et de richesse.

Le tableau ci-dessous montre que 29 des entrepreneurs de la délégation présents à Istanbul ont créé 975 emplois en 2015 et envisagent d'en créer près de 950 supplémentaires en 2016.

Ensemble, nous devons agir pour réformer afin de redresser la situation économique de la France, restaurer notre compétitivité, créer les emplois dont notre pays a besoin et construire un avenir qui soit porteur d'espoir notamment pour les jeunes.

Entreprises de la délégation française

Société	CA 2015 M€	Effectifs 2015	Recrutés en 2015	A recruter en 2016
OOLUTION	0,3	4		
JVWeb	5,5	40	8	8
Bourse des Crédits	3	19	2	17
Sealock	4,8	25		
Je suis en CP	0,7	3		
Des Bras en Plus	2	35		10
Viareport	10	75	20	
Moderne Methode	4	23	4	
Theodo	8	85	45	
Feralco	120	240	1	
Chauffeur-privé	35	85	35	
Grenade & Sparks	9	65	15	
Creads	2,5	35	5	10
Anaxago	1,2	18	10	5
Legalstart	1,5	15	20	
Cedexis	10			
Royal Cactus	1,5	12	3	8
Wisembly	3	40	10	15
570 easi	0,5	7	3	5
Zeta	1,5	6	1	4
Groupe one point	150	1800	250	450
Causses	3,2	30	15	
Ornikar	0,3	12	8	
Iris Financing	1	3	0	0
Spartoo	140	280	80	80
Nextstage AM	640	24		
GEL Groupe	60	1900	400	300
Thetops	2	15	5	10
Atelier Cologne	14	99	35	25
TOTAL	1234,5	4995	975	947

Nos propositions

Proposition # 1 – Refondre en profondeur le droit de travail

- Donner plus d'espace au contrat de travail par rapport à la loi
- Favoriser le dialogue social au plus près du terrain afin que les accords collectifs – source d'innovation – soient encouragés
- Donner la priorité aux accords d'entreprise sur les conditions de travail, l'emploi, le temps de travail et les salaires

Proposition # 2 – Simplifier le contrat de travail

- Simplifier le code du travail (330 pages en France) en s'inspirant de celui de la Suisse (177 pages) dont le marché connaît le plein emploi
- Toute nouvelle loi doit se substituer à une autre avec la mise en place d'une analyse d'impact économique de chaque loi (comme en Allemagne)
- Anticiper l'évolution du statut d'autoentrepreneur ou d'indépendant (35% aux USA, 15% en France) reposant sur un contrat unique et simple (sans risque de requalification)

Proposition # 3 – Concevoir un environnement fiscal et réglementaire propice à la croissance des entreprises et à la création d'emploi

- Stabiliser le cadre réglementaire et fiscal permettant aux entrepreneurs et investisseurs un minimum de stabilité
- Face à une concurrence mondiale croissante, réduire la fiscalité sur le droit du travail (une des plus importantes d'Europe) plutôt que de déployer des subventions qui sont chronophages
- Taux d'impôt réduit pour les jeunes entreprises : adapter la fiscalité sur les charges de travail des nouveaux recrutements en fonction de la montée en régime de leurs compétences
- Systématiser la pratique du rescrit à tous les domaines fiscaux et sociaux et la rendre anonyme : cela donnera à l'administration fiscale un rôle de conseil et de support plutôt que de se focaliser sur la sanction
- Créer un "Crédit d'Impôt Fonds Propres" pour que les PME puissent affecter une partie de leurs résultats au renforcement de leurs fonds propres.
- Tendre vers une harmonisation européenne de la TVA

Proposition # 4 – Adapter l’enseignement et la formation à 3 impératifs : développement d’une culture entrepreneuriale, ouverture vers la mondialisation et adaptation des compétences professionnelles aux besoins des entreprises

- Dans le monde éducatif
 - Dispenser une formation innovante sur l’entrepreneuriat dans les écoles, collèges, lycées, universités et grandes écoles
 - Systématiser l’intervention d’entrepreneurs dans l’univers éducatif.
 - Développer un « ADN entrepreneurial » favorisant la prise de risque, le travail en groupe, la capacité à résoudre les problèmes et la tolérance à l’échec
 - Encourager l’enseignement de l’anglais « parlé » compte-tenu de la mondialisation croissante des échanges économiques

- Dans le monde de l’entreprise
 - Encourager « l’intrapreneuriat » au sein des entreprises en donnant aux salariés la possibilité de développer des projets connexes dans l’intérêt de la société
 - Mettre en avant les bénéfices du mentorat auprès des jeunes entrepreneurs
 - Encourager les contrats d’apprentissage et faire prendre en charge par la Fafiec une plus grande partie des charges

- De façon générale
 - Valoriser l’image des entrepreneurs et leurs réussites notamment dans l’innovation et la création d’emploi (budgets de communication)
 - Soutenir les programmes de promotion de l’entrepreneuriat auprès des jeunes

Proposition # 5 – Réorienter une plus grande partie de l’épargne (notamment salariale) vers l’économie réelle au travers de « fond de pension à la française » permettant aux entreprises de bénéficier de capitaux de long terme.

Les Entrepreneurs français entendent être des citoyens en phase avec leur temps et porteurs de solutions pour l’emploi et le développement économique de leur pays